



CTB



Ministère de l'Agriculture

RAPPORT DES RESULTATS 2012

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES
ACTIVITES MARAICHERES PERIURBAINES DE
SAMANKO (PADAP)
MLI 060 25 11**



ACRONYMES.....	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	4
1.1 FICHE PROJET	4
1.2 PERFORMANCES DU PROJET.....	4
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE.....	5
1.4 EXECUTION BUDGETAIRE.....	5
1.5 RESUME.....	6
2 ANALYSE DE L'INTERVENTION.....	7
2.1 CONTEXTE	7
2.1.1 <i>Contexte général</i>	7
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	7
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	7
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	8
2.2 OUTCOME /OBJECTIF SPECIFIQUE.....	9
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	9
2.2.2 <i>Gestion des risques</i>	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	12
2.2.4 <i>Critères de qualité</i>	12
2.3 OUTPUT 1 /RESULTAT 1	16
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i>	17
2.3.3 <i>Critères de qualité</i>	17
2.4 OUTPUT 2 / RESULTAT 2.....	18
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i>	19
2.4.3 <i>Critères de qualité</i>	19
2.5 OUTPUT 3 / RESULTAT 3.....	20
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i>	21
2.5.3 <i>Critères de qualité</i>	21
2.6 OUTPUT 4/RESULTAT 4.....	22
2.6.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	22
2.6.2 <i>Exécution budgétaire</i>	23
2.6.3 <i>Critères de qualité</i>	23
3 THEMES TRANSVERSAUX.....	24
3.1 GENRE ET DROITS DES ENFANTS	24
3.2 ENVIRONNEMENT	24
4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	25
4.1 PLAN D'ACTION.....	25
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	25
5 ANNEXES	26
5.1 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE	26
5.2 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	35
5.3 APERÇU DES MORE RESULTS	35
5.4 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	35
5.5 RESSOURCES	38
5.6 DECISIONS PRISES PAR LA CTS (COMITE TECHNIQUE DE SUIVI) ET SUIVI	39

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche projet

Nom du projet	Projet d'Appui au Développement des Activités Maraîchères Périurbaines de Samanko - PADAP
Code du projet	-MLI 06 025 11
Emplacement	Samanko
Budget	Contribution de la Belgique : 1.882.442 EURO (1.234.801.007 FCFA) Contribution Malienne : 1.199.487,62 EURO dont 533.571,56 euro sur le budget spécial d'investissement (BSI)
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture du Mali
Date de la Convention de mise en œuvre	18 décembre 2006
Durée (mois)	84 mois
Groupes cibles	Maraîchers de déguerpis de Bamako
Impact ¹	Contribuer à la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté de la population de Bamako
Objectif spécifique	Développer des activités maraîchères périurbaines de Bamako dans une approche filière et d'une intégration des acteurs dans un espace viable et durable
Résultats	R1 : Un système d'aménagement intensif moderne du site de Samanko est introduit sur 56 hectares R2 : Les producteurs organisés ont acquis des capacités de faire fonctionner, d'organiser et de gérer le périmètre aménagé R3 : La filière maraîchère de Samanko est consolidée à travers les services d'appui des organisations partenaires R4 : L'aménagement intensif et moderne du site maraîcher de Samanko est étendu de 40 à 87,2 hectares et est consolidé par des infrastructures et équipements marchands

1.2 Performances du projet

Logique d'intervention	Pertinence	Effizienz	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique	B	C	C	B
Résultat 1		B	B	B
Résultat 2		C	C	C
Résultat 3		C	C	C
Résultat 4		C	C	C

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'output come à l'objectif spécifique et l'output au résultat

A - Très satisfaisant, B – Satisfaisant, C – Insatisfaisant, D – Très insatisfaisant

1.3 Exécution budgétaire

1.4 Exécution budgétaire

Contribution de la Belgique

Rubrique	Budget euro	Cumul des dépenses Au 31/12/2011 euro	Dépenses du 01/01/2012 au 31/12/2012 euro	Cumul des dépenses au 31/12/2012 euro	Solde budgétaire Au 31/12/2012 euro	Taux décaissement
Résultat 1 : Un système d'aménagement est introduit sur 56 hectares	1.001.266,28	901.324,64	99.946,90	1.001.271,54	-5,26	100%
Résultat 2 : Les producteurs organisés ont acquis les capacités d'améliorer le fonctionnement, l'organisation et la gestion du périmètre aménagé	42.086,45	42.086,45	0,00	42.086,45	0,00	100%
Résultat 3 : La filière maraîchère de Samanko est consolidée à travers les services d'appui des organisations partenaires	104.009,54	43.842,70	23.515,26	67.357,96	36.651,58	65%
Résultat 4 : L'aménagement intensif et moderne du site maraîcher de Samanko est étendu de 40 à 87 hectares et est consolidé par des infrastructures et équipements marchants	173.169,00	0,00	65.378,07	65.378,07	107.790,93	38%
Réserve budgétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Moyens généraux	561.910,78	438.302,89	51.478,13	489.781,02	72.129,76	87%
TOTAL	1.882.442,05	1.425.556,68	240.318,36	1.665.875,04	216.567,01	88%
Total Régie	434.750,40	326.045,17	42.910,24	368.955,41	65.794,99	85%
Total Cogestion	1.447.691,65	1.099.511,51	197.408,12	1.296.919,63	150.772,02	90%

Contribution du Mali /Fonds CMDT

Contribution en euro	Budget total	Cumul des dépenses au 31/12/2012	Solde au 31/12/2012	Taux de décaissement total
Maliennne / Fonds CMDT	665.916,06	342.067,65	323.848,41	51%

Le budget total de la partie maliennne représente les 533.571,56 euro (350.000.000 FCFA) du budget spécial d'investissement plus les 665.916,06 euro (436.812.300 FCFA) des fonds recouverts à la CMDT.

Le projet n'a pas bénéficié de fonds émanant du budget spécial d'investissement (BSI) en 2011 et 2012 à cause des évènements survenus au Mali en mars 2012.

1.5 Résumé

Les évènements survenus en mars 2012 ont entraîné la suspension de la coopération entre la Belgique et le Mali, puis une reprise des activités au bénéfice direct des populations.

Conséquences : suspension des activités liées au résultat 4, l'installation des maraichers et démarrage de la campagne, le recrutement du personnel de la CGE, la mise en route et le test du système d'irrigation, le démarrage de la campagne.

Pendant cette période de suspension, le Comité de Pilotage du Projet (SMCL) a été remplacé par un Comité Technique de Suivi. Ce comité a validé le plan de reprise des activités du projet de juin à décembre 2012.

Les activités réalisées pendant la période de reprise sont : attribution des parcelles aux 224 maraichers, organisation des ateliers de validation des rapports des études ponctuelles (statut foncier, administration et pouvoir, les ressources humaines et gestion financière), aménagement parcellaires pour l'installation des 224 maraichers établissement des contrats avec les maraichers, signature des contrats avec les maraichers, protection des berges du chenal d'aménagé de la station de pompage, le recrutement du personnel de la cellule de gestion exécutive, choix de la structure fiduciaire, démarrage des travaux d'extension du périmètre, réception provisoire des 56 hectares.

Fonctionnaire exécution nationale ²	Fonctionnaire exécution CTB ³
Boubacar Traoré Le Secrétaire Technique	

² Nom et signature

³ Nom et signature

2 Analyse de l'intervention⁴

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

Les évènements du 22 mars 2012 survenus au Mali ont provoqué l'arrêt des activités du projet de mars à juin 2012.

L'affectation du budget spécial d'investissement (BSI) au projet a été suspension à cause de la restriction budgétaire annoncée par le gouvernement suite au gèle de la coopération avec les partenaires.

Le caractère de sécurité alimentaire a fait bénéficier le projet de l'accompagnement de la coopération technique belge dans la mise en œuvre de ses activités pendant la période de suspension partielle de la coopération entre le Royaume de Belgique et le Mali.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le cadre légal est fixé par la Convention Spécifique relative au projet signé entre la République du Mali et le Royaume de Belgique. Conformément à cette convention, pour la partie malienne, l'entité responsable de l'exécution du projet, est le Ministère de l'Agriculture.

Pour la partie belge, la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD) du Service Public Fédéral Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement, est responsable de la contribution Belge au projet. La partie belge confie l'exécution de ses obligations à la l'Agence Belge de Développement (CTB), représentée par sa Représentante résidente au Mali. La CTB remplit cette tâche en exécution d'une convention conclue entre elle et l'Etat belge.

Le Ministère de l'Agriculture désigne la DNA comme entité responsable de l'exécution du projet à travers le Secrétariat Technique du PADAP (ST rattaché directement à la DNA). Le Ministère de l'Agriculture désigne un Secrétaire technique, à ce titre, il est responsable de l'atteinte des résultats intermédiaires en vue de l'atteinte de l'objectif spécifique.

Les évènements de mars ont eu un impact négatif sur le contexte, en rendant impossible le fonctionnement du Comité de Pilotage (SMCL) du projet. Les missions attendues de l'ATI perlé ont été annulées.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

La convention de mise en œuvre et de maîtrise d'ouvrage délégué avec l'AGETIER

⁴ Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

sont en cours d'exécution.

La coopérative a participé à l'installer des maraîchers sur leur parcelle en octobre 2012. Le bureau de la coopérative a tenu deux réunions au cours desquelles les thèmes suivants ont été traités : la date de démarrage de la 1^{ère} campagne, la fixation du montant de la redevance eau, les horaires d'arrosage, l'accès aux crédits des institutions de micro finances.

La signature des contrats d'exploitation commencée en 2012 se poursuit.

Le personnel de la cellule de gestion exécutive est renté en fonction en novembre, apporte depuis son appui à la coopérative dans le domaine de la gestion administrative et financière et du système d'irrigation.

IL n'y a pas eu de SMCL en 2012 à cause des évènements du mois de mars. Cette instance a été remplacée par le Comité Technique de Suivi. Le CTS s'est réuni une fois en 2012 pour la validation des actions prioritaires du PADAP après la reprise partielle de la coopération suite aux évènements de mars. Il joue son rôle de suivi, notamment l'examen et la résolution des difficultés relatives à la mise en œuvre, la coordination des réponses aux problèmes posés. Les rencontres sont présidées par le Directeur National de l'Agriculture ou son représentant.

2.1.4 Contexte HARMO

L'intervention du projet s'insère dans les politiques sectorielles nationales. L'état en collaboration avec les acteurs concernés, met en œuvre une politique de promotion des filières agricoles basée sur une meilleure organisation de la production, de la conservation, de la transformation, de la commercialisation et la responsabilisation des principaux acteurs de la filière, et visant à augmenter et sécuriser les revenus des exploitants agricoles.

Cette politique de promotion des filières Agricoles prend en compte les filières stratégiques, notamment, le coton, le riz, les fruits et légumes, le bétail, la viande la volaille les produits de la pêche.

L'horticulture est un secteur prioritaire pour le Mali qui constitue l'une des principales filières répertoriées dans le cadre du schéma directeur du développement rural (SDDR) adopté en 2000. Dans ce schéma, les objectifs assignés au secteur du développement rural à l'horizon 2000 s'inscrivent dans les objectifs généraux du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et dans la loi d'orientation agricole (LOA). Cette loi concerne l'ensemble du monde rural et contribue à la spécification du CSLP, aux politiques et stratégies sectorielles nationales ainsi qu'aux instruments agricoles de l'UEMOA/CEDEAO, de l'UA et du NEPAD.

Le PADAP en synergie avec le PCDA et l'ADVRC, l'IER s'inscrit dans la politique du gouvernement du Mali en matière du renforcement de la compétitivité agricole.

2.2 Outcome /Objectif spécifique

2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Se limiter à remplir le tableau⁵

Outcome⁶ : Développer les activités maraîchères périurbaines de Bamako dans une approche filière et d'une intégration des acteurs dans un espace viable et durable						
Indicateurs⁷	Valeur de la Baseline⁸	Progrès année N-1⁹	Progrès année N¹⁰	Cible année N¹¹	Cible finale¹²	Commentaires¹³
La marge nette réalisée par les exploitants participant au projet et commercialisant les produits (valeur globale pour chaque groupement en comparaison avec le rapport de démarrage et les objectifs fixés actuellement) a augmenté et la commercialisation de maraîchage à Samanko y contribue intégralement et exclusivement (100%)						A cette étape il est impossible d'apprécier les progrès réalisés par rapport à l'indicateur. Le renforcement des capacités des producteurs se poursuivra. Les activités de commercialisation et le calcul des revenus nets ne peuvent être envisagés à ce stade.
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome : Analyser la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'outcome (voir Guide de rapport des résultats) :						
<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>	<p>L'aménagement d'un système d'irrigation moderne pour le maraîchage sur un espace sécurisé et viable permet le développement des activités maraîchères.</p> <p>La mise en place de la société coopérative des exploitants des parcelles aménagées du périmètre de Samanko, et la formation de ses membres en gestion du périmètre ont contribué à promouvoir les producteurs comme gestionnaires du périmètre.</p>					

⁵ De toute évidence, des lignes devront être ajoutées/supprimées en fonction du nombre d'indicateurs et du nombre d'activités principales.

En fonction de l'âge du projet, des colonnes doivent être ajoutées pour les années précédentes (si cela est applicable), afin de pouvoir évaluer les progrès accomplis par rapport à la valeur de l'année précédente. Un rapport cumulatif permet de déterminer avec précision les progrès réalisés au cours de la période de rapportage.

Ne pas écrire de texte sous le tableau. Les commentaires doivent se limiter à ceux dans le tableau.

⁶ Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

⁷ Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

⁸ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁹ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

¹⁰ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

¹¹ La valeur cible à la fin de l'année N.

¹² La valeur cible à la fin de l'intervention.

¹³ Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « *Baseline* » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

	Les démarches déjà amorcées par le projet dans le cadre de la mise en place de conventions cadres avec certains services d'appui techniques tel que l'AVDRC et les institutions de micro finance permettront aux exploitants de développer leur capacité en matière d'optimisation des systèmes de production, de la gestion des intrants et de la commercialisation.
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	L'appréciation de cet indicateur est impossible à ce stade.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Le manque d'appui financier aux producteurs rend difficile le démarrage de la campagne, l'éloignement de certains maraîchers.
<i>Résultats inattendus :</i>	RAS

2.2.2 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Risque du démarrage tardif de la campagne par certains maraîchers démunis à cause des difficultés d'accès aux intrants faute de moyens financiers	Q4-2012	Opérationnel	Elevée	Elevée	C	Le projet est entrain de créer un cadre de partenariat entre la Coopérative maraîchère et les institutions de micro finances. Un protocole d'accord est déjà signé entre la coopérative et une institution de micro finance	PADAP	31/01/2013	En cours d'exécution	Open N
Cas de vols sur les parcelles non encore exploitées	Q4-2012		Elevé	Elevé	C	Plainte introduite au niveau de la Gendarmerie Nationale Mise en garde des maraîchers retardataires à mettre en valeur leur parcelle dans les meilleurs délais	CA de la coopérative	31/01/2013	La gendarmerie a effectué des patrouilles sur le site pendant 10 jours. La tenue d'une réunion extraordinaire du CA de la coopération les 17 et 18 janvier 2013	Open
l'insuffisance d'eau dans la bache d'aspiration pendant la décrue pourrait provoquer un déficit d'eau d'irrigation.	Q4-2012	Opérationnel	Elevé	Elevé	C	Utilisation éventuelle du groupe motopompe sur bac flottant de Farabana	Secrétariat Technique	Mars 2013	Contrôle quotidien du niveau d'eau	Open

2.2.3 Impact potentiel

A ce stade, il est prématuré de tirer une conclusion sur les impacts précis du projet. Par contre, il est toutefois évident que l'aboutissement du projet contribuera à améliorer les conditions de vie des exploitants et de leurs familles à travers une augmentation de leurs revenus. Le chiffre d'affaire annuel prévisionnel pour l'ensemble des 336 exploitants est estimé à un peu plus d'un milliard de francs CFA., soit 4 millions par exploitant et par an. La mise à disposition des consommateurs de produits sains ; une meilleure organisation de la production et de la distribution, l'assainissement, t protection du sol.

2.2.4 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Efficience, Efficacité, Durabilité et Pertinence), plusieurs sous-critères ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention, vous pouvez calculer la note totale applicable à ces critères spécifiques (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
<input type="checkbox"/>	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
<input type="checkbox"/>	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

<input type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?

<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input type="checkbox"/>	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?

<input type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Durabilité financière/économique ?

<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

3.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

<input checked="" type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

3.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?

<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.

3.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?

<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).

Critères	Note
Pertinence	B
Efficacité	C
Durabilité	B
Efficience	C

2.3 Output 1¹⁴ /Résultat 1

2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 / Résultat 1 : Un système d'aménagement intensif moderne du site maraîcher de Samanko est introduit sur 56 hectares						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
La consommation d'eau (m ³) par rapport au rendement par type de culture et par saison.						A ce stade il n'est pas possible d'évaluer cet indicateur. La 1 ^{ère} campagne agricole a commencé il ya 3 mois seulement.
Le nombre et la superficie de parcelles maraîchers aménagés.		150	74	224	224	224 parcelles de 0,25 hectares sont aménagées et affectées aux maraîchers
L'état physique des infrastructures						La réception provisoire des 56 hectares a été faite le 17 mai 2012 sans réserve
État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁵			État d'avancement :		Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)	
			A	B	C	D
1. Investissements en infrastructures et équipements pour l'appui à la production de maraîchage.				X		
2. Investissements dans l'infrastructure bord Champ.				X		
3. Réaliser les études pour les aménagements				X		Etudes achevées,
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).						
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Introduction d'un système moderne d'irrigation sur le site maraîcher de Samanko					
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Optimisation d'eau d'irrigation, et en quantité suffisante a tout moment. Aménagement de 224 parcelles de 0,25ha.					
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	RAS					
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Les événements de mars ont retardé le démarrage des travaux de l'extension de 56 à 87,2 hectares.					

¹⁴ Le Template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

¹⁵ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.3.2 Exécution budgétaire

Rubrique	BUGDET	Dépenses 2011	Dépenses 2012	Total dépenses au 31/12/2012	Taux exécution (dépenses)
A.01.01	948.890,35	848.948,71	99.946,90	948.895,61	100%
A.01.02	0	0	0	0	100%
A.01.03	52.375,93	52.375,93	0	52.375,93	100%
Résultat 1	1.001.266, 28	901.324,64	99.946,90	1.001.271,54	100%

2.3.3 Critères de qualité

Attribuer, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D ¹⁶ aux critères suivants :

- Efficience : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- Efficacité : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- Durabilité : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Critères	Note
Efficience	B
Efficacité	B
Durabilité	B

¹⁶

- A : Très bonne performance
 B : Bonne performance
 C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises
 D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

2.4 Output 2 / Résultat 2

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 : Les producteurs organisés ont acquis les capacités d'améliorer le fonctionnement, l'organisation et la gestion du périmètre aménagé							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires	
La fonctionnalité de la structure de gestion (fréquence des réunions et des assemblées générales, tenue des documents etc.)		1	2	1	1	L'assemblée générale est annuelle. Exceptionnellement en 2012 il ya eu deux assemblées générales extraordinaires (attribution des parcelles et le démarrage de la campagne agricole)	
Le pourcentage des producteurs qui s'acquittent correctement des charges d'eau						La facturation des redevances eau n'est pas encore commencée.	
Le taux d'exploitation des parcelles (nombre de parcelles effectivement exploitées sur le nombre total de parcelles aménagées)			33%	60%	60%	33% des parcelles aménagées sont effectivement exploités	
L'évolution du nombre de femmes et des jeunes attributaires des parcelles dans le site de Samanko						Sur les 224 bénéficiaires, 73 sont des femmes	
État d'avancement des principales activités			État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
1. Faire la relecture du cahier des charges				X			
2. Mettre en place les structures nécessaires pour la gestion du périmètre				x			
3. Former et conseiller les producteurs organisés pour la gestion du périmètre				x			
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).							
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	. Les producteurs ont reçu une formation sur la gestion du périmètre maraîcher de Samanko. Les 224 producteurs ont formé une Société Coopérative dont le bureau (CA) est chargé de la gestion du périmètre.						
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	La fonctionnalité de la structure de gestion de la coopérative a permis l'installation des producteurs sur le site et le démarrage de la campagne.						
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Manque d'appui financier rend difficile le démarrage de la 1 ^{ère} campagne par certains maraîchers. Les démarches sont en cours afin que les producteurs puissent avoir accès aux crédits des institutions de micro finance.						
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Néant						

2.4.2 Exécution budgétaire

Rubrique	BUGDET	Dépenses 2011	Dépenses du 2012	Total dépenses	Taux exécution (dépenses)
A.02.01	2.012,78	2.012,78	0	2.012	100%
A.02.02	5.986,83	5.986,83	0	5.986,83	100%
A.02.03	16.976,57	16.976,57	0	16.976,57	100%
A.02.04	17.110,27	17.110,27	0	17.110,27	100%
Résultat 2	42.086,45	42.086,45	0	42.086,45	100%

2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacit	C
Durabilit	C

2.5 Output 3¹⁷ / Résultat 3

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 : La filière maraîchère de Samanko est consolidée à travers les services d'appui des organisations partenaires							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires	
Au moins (50) exploitants de producteurs participent à des mécanismes de gestion collective des intrants et de la commercialisation et ont atteint les objectifs d'équilibre financier interne (établis au niveau de la production globale) à partir de la deuxième année						Ces indicateurs ne sont pas appréciables pour l'instant	
Le nombre et le respect des conventions entre le PADAP et les partenaires d'appui							
100% des groupements d'exploitants reçoivent un appui conseil régulier et adéquat de la part des institutions compétences							
L'indice de satisfaction des producteurs par rapport aux services d'appui							
État d'avancement des <u>principales</u> activités			État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
1. Formation et appui conseil technique pour la production					X		Un guide sur le système d'irrigation a été élaboré par l'ATI
2. Formation et appui conseil et commercial pour le maraîchage							Réalisé avant 2012
3. Recherche pour l'appui à la production du maraîchage					X		Non réalisée à cause du démarrage tardif de la campagne
4. Inventorier les zones agricoles urbaines actuelles et potentielles, les acteurs de la filière et leurs atouts et leurs contraintes, enregistrer performance des maraîchers, etc.							Réalisé avant 2012
5. Formation en gestion des coopératives dans les six communes de Bamako.							Réalisé avant 2012
6. – Développement et capitalisation d'expériences pour l'appui à la production de maraîchage					X		Non réalisé à cause du démarrage tardif de la campagne
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).							
Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :			La formation en gestion a permis d'organiser les 224 maraîchers en société coopérative qui favorisera une bonne organisation de la production, de la commercialisation, et de l'approvisionnement des producteurs en intrant				
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :							
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :			RAS				
Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :			RAS				

¹⁷ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

2.5.2 Exécution budgétaire

Rubrique	BUGDET	Dépenses 2011	Dépenses du 2012	Total dépenses	Taux exécution (dépenses)
A.03.01	30.500,00	3.848,42	0	3.848,42	13%
A.03.02	23.515,26	0,00	23.515,26	23.515,26	100%
A.03.03	3.605,42	3.605,42	0	3.605,42	100%
A.03.04	8.388,51	8.388,51	0	8.388,51	100%
A.03.05	27.238,10	27.238,10	0	27.238,10	100%
A.03.06	10.762,25	762,25	0	762,25	7%
Résultat 3	104.009,54	43.842,70	23.515,26	67.357,96	65%

2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	B
Efficacité	B
Durabilité	B

2.6 Output 4¹⁸/Résultat 4

2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Output 4 : L'aménagement intensif et moderne du site de Samanko est étendu de 56 à 87,2 hectares et est consolidé par des infrastructures et équipements marchants							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires	
Le nombre et la superficie des parcelles aménagées	112 parcelles de 0,25 hectares	0	0	112 parcelles de 0,25 ha	112 parcelles de 0,25 ha		
La qualité des infrastructures complémentaires						Les travaux sont en de réalisation	
Les mesures mises en place pour la maintenance des infrastructures							
État d'avancement des <u>principales</u> activités			État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
1. Réalisation des aménagements complémentaires au système de pompage et d'électrification du magasin				X			
2. Réalisation des actions de consolidation du périmètre					X		Un bureau d'étude a été sélectionné pour la réalisation des études d'avant projet détaillées et l'élaboration des DAO
3. Réalisation de l'extension du périmètre de 56 hectares à 87,2 hectares					x		Les travaux de l'extension du périmètre sont exécutés à 50%.
4. Renforcement des capacités financières et en communication des producteurs					X		Le renforcement de capacité des producteurs sur le marché requiert une expertise externe
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).							
Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :		L'augmentation de la superficie du périmètre de 56ha à 87,2 augmentera la production.					
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :							
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :		Les travaux de l'extension ne pourront pas être finalisés sans la construction des abris sécurisés et réserves d'eau (terminaux) qui ne sont pas dans le marché de l'entreprise.					
Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :							

¹⁸ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

2.6.2 Exécution budgétaire

Rubrique	BUGDET	Dépenses 2011	Dépenses du 2012	Total dépenses	Taux exécution (dépenses)
A.04.01	0,00	0,00	0,00	0,00	
A.04.02	0,00	0,00	0,00	0,00	
A.04.03	173.169,00	0,00	65.378,07	65.378,07	38%
Résultat 4	173.169,00	0,00	65.378,07	65.378,07	38%

2.6.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacit	C
Durabilit	C

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre et droits des enfants

La sécurisation foncière dans le périmètre maraîcher pour les femmes sera très déterminante dans le statut des femmes exploitantes au même titre que les hommes. La création de revenus pour les femmes exerçant les activités de production, de commercialisation et ou de transformation de produits horticoles, sera bénéfique aux femmes et aux enfants. Les produits ainsi vendus, serviront à baisser le niveau de la malnutrition chez les enfants et à supporter les frais de scolarité et des soins de santé de leurs enfants.

3.2 Environnement

Les producteurs seront encouragés à utiliser le compost en recyclant les déchets organiques provenant des villes de Bamako et de la commune de Samanko. Cette pratique aura l'avantage d'assurer l'assainissement de nos villes, de réduire l'utilisation des engrais chimiques plus coûteux et dangereuse pour la santé et les produits phytosanitaires. En d'autres termes les itinéraires techniques seront basés sur le type « Production et Protection Intégrée » (PPI)

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Formuler, sur la base des données et de l'analyse ci-dessus, des actions (décisions) à prendre. Celles-ci peuvent être d'ordre stratégique et/ou opérationnel.

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Signature des contrats d'exploitation des parcelles par les maraîchers ayant bénéficié des parcelles	Sous chapitre 2.4.1	Conseil d'Administration de la Coopérative	Q1-2013
Développer le partenariat entre la coopérative et les institutions de micro finance	Sous chapitre 2.4.1	Secrétariat Technique du PADAP/Coopérative	Q1-2013

4.2 Enseignements tirés

Tirer les enseignements importants de l'expérience de l'intervention. Les enseignements tirés sont de nouveaux savoirs qui doivent demeurer dans la mémoire institutionnelle de la CTB et des partenaires. Ils peuvent être tirés d'activités, d'outputs, de l'outcome (ou d'une combinaison de niveaux ou de tout autre aspect de l'intervention et de son contexte).

Enseignements tirés	Public cible
Le regroupement des maraîchers des 6 (six) de Bamako sur le même à 20km est trop contraignant pour beaucoup de producteurs et affecte leurs temps de travail sur leur parcelle ce qui peut influencer négativement sur leur rendement.	Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (Projet, Représentation, département du siège de la CTB, département du partenaire...).
<ol style="list-style-type: none"> 1. Les difficultés liées à l'accès aux intrants empêchent une grande partie des maraîchers à mettre en valeur leur parcelle. Beaucoup de maraîchers sont démunis. 2. Il y a manque crucial de main d'œuvre dans la zone, parce que le périmètre est presque dans la ville de Bamako. 	

5 Annexes

5.1 Cadre logique d'origine

7.3 CADRE LOGIQUE

Programme « PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS MARAÎCHÈRES À SAMANKO » (PADAP)			
Objectif global : «Contribuer à la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté de la population de Bamako».			
OBJECTIF SPECIFIQUE	INDICATEURS	Moyens de Vérification	HYPOTHESES
« Développer des activités maraîchères périurbaines de Bamako dans une approche-filière et d'une intégration des acteurs dans un espace viable et durable. »	<ul style="list-style-type: none"> La marge nette réalisée par les exploitations participant au projet et commercialisant les produits (valeur globale pour chaque groupement en comparaison avec le rapport de démarrage et les objectifs fixés annuellement) a augmenté et la commercialisation de maraîchage à Samanko y contribue intégralement et exclusivement (100%). 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête auprès échantillon représentatif des exploitants La contribution du maraîchage à la marge nette après commercialisation, tous coûts déduits, sera calculée sur base des comptes des organisations assurant la commercialisation. 	<ul style="list-style-type: none"> Les appels aux engagements (gouvernement, la profession, les partenaires) sont entendus et respectés.

7.3 CADRE LOGIQUE

Programme « PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS MARAÎCHÈRES À SAMANKO » (PADAP)			
Objectif global : «Contribuer à la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté de la population de Bamako».			
OBJECTIF SPECIFIQUE	INDICATEURS	Moyens de Vérification	HYPOTHESES
« Développer des activités maraîchères périurbaines de Bamako dans une approche-filière et d'une intégration des acteurs dans un espace viable et durable. »	<ul style="list-style-type: none"> La marge nette réalisée par les exploitations participant au projet et commercialisant les produits (valeur globale pour chaque groupement en comparaison avec le rapport de démarrage et les objectifs fixés annuellement) a augmenté et la commercialisation de maraîchage à Samanko y contribue intégralement et exclusivement (100%). 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête auprès échantillon représentatif des exploitants La contribution du maraîchage à la marge nette après commercialisation, tous coûts déduits, sera calculée sur base des comptes des organisations assurant la commercialisation. 	<ul style="list-style-type: none"> Les appels aux engagements (gouvernement, la profession, les partenaires) sont entendus et respectés.

No.	RESULTATS	INDICATEURS	Moyens de Vérification	HYPOTHESES
1.	<p>Résultat 1</p> <p>«Un système d'aménagement intensif moderne du site maraîcher de Samanko est introduit sur quarante ha.»</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La consommation d'eau (m³) par rapport au rendement par type de culture et par saison ▪ Le nombre et la superficie des parcelles maraîchères aménagées ▪ L'état physique des infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les PV de dépouillement des offres ▪ Le PV de (pré-) réception ▪ Les factures d'eau émises par le comité de gestion du site de Samanko. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sécurisation physique du site (clôture, branchement au réseau pour sécurisation solaire) ▪ L'AGETIER a la capacité de gérer les appels d'offres dans le temps prévu ▪ Technique : le DAO répond aux règles de l'art de l'aménagement hydro-agricole.

No.	RESULTATS	INDICATEURS	Moyens de Vérification	HYPOTHESES
2.	<p>Résultat 2</p> <p>« Les producteurs organisés ont acquis les capacités d'améliorer le fonctionnement, l'organisation et la gestion du périmètre aménagé »</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La fonctionnalité de la structure de gestion (fréquence des réunions et des AG, tenue des documents, etc. ▪ Le % des producteurs qui s'acquittent correctement des charges d'eau ▪ Le taux d'exploitation des parcelles (nombre de parcelles effectivement exploitées sur le nombre total de parcelles aménagées) ▪ L'évolution du nombre de femmes et des jeunes attributaires des parcelles dans le site de Samanko 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les livres de comptes des groupements concernés. ▪ PV des assemblées générales du comité de gestion ▪ PV d'attribution des parcelles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sécurisation du foncier : accession à la propriété soit transmissibles et est réglée dans le cahier de charges ▪ Les coûts du maraîchage local restent compétitifs pour les consommateurs urbains

No.	RESULTATS	INDICATEURS	Moyens de Vérification	HYPOTHESES
3.	<p>Résultat 3</p> <p>« La filière maraîchère de Samanko est consolidée à travers les services d'appui des organisations partenaires »</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins (50) exploitants de producteurs participent à des mécanismes de gestion collective des intrants et de la commercialisation et ont atteint les objectifs d'équilibre financier interne (établis au niveau de la production globale) à partir de la deuxième année. ▪ Le nombre et le respect des conventions entre le PADAP et les partenaires d'appui ▪ 100% des groupements d'exploitants reçoivent un appui conseil régulier et adéquat de la part des institutions compétentes. ▪ L'indice de satisfaction des producteurs par rapport aux services d'appui 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les sources de vérification seront, pour les indicateurs agronomiques, les statistiques de production du périmètre de Samanko ▪ Les sources de vérification seront les rapports d'activités des différentes institutions participant à l'appui de la filière, l'évaluation participative des services d'appui par les groupements, les résolutions et plans d'activités des instances de concertation de la filière (DNA, Chambre d'Agriculture). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les SFD sont en mesure d'offrir des services adéquats pour les besoins des producteurs et commerçant(e)s

No.	ACTIVITES par RESULTAT	MOYENS	COÛTS
Selon Résultat 1			
« Un système d'aménagement intensif moderne du site maraîcher de Samanko est introduit sur quarante ha »			
1.1	Investissements en infrastructures et équipements pour l'appui à la production de maraîchage	<p>8 châteaux d'eau 50m² x 20 millions CFA = 160 millions CFA</p> <p>8 pompes immergées avec générateur photovoltaïque (8x42 modules de 85 Wcrête), clôture, éclairage, système sécurité (y compris gîte pour gardien) : 8 x 25 millions= 200 millions CFA</p> <p>3 piézomètres pour suivi nappe : 3x 5 millions = 15 millions CFA</p> <p>3 nouveaux forages : 3 x 5 millions= 15 millions</p> <p>Kit tuyaux goutte à goutte 40 ha x 1,5 millions= 60 millions CFA</p> <p>Raccords, filtres, petits réservoirs, 160 compteurs : 210 millions CFA</p> <p>(AT international, AGETIER)</p>	956.902 €
1.2	Investissement dans l'infrastructure bord-champs	<p>Magasin, tri, conditionnement : 175m² x 200 € = 35.000 €</p> <p>160 fosses fumiers x 100 €= 16.000 €</p> <p>AT international, AGETIER</p>	51.000 €

No.	ACTIVITES par RESULTAT	MOYENS	COÛTS
Selon le Résultat 2 « Les producteurs organisés ont acquis les capacités d'améliorer le fonctionnement, l'organisation et la gestion du périmètre aménagé »			
2.1	Faire la relecture du cahier des charges	Animation, Ateliers	15.000€
2.2	Mettre en place les structures nécessaires pour la gestion du périmètre	Ateliers	2.500€
2.3	Former et conseiller les producteurs organisés pour la gestion du périmètre	Contrat de prestation de service ; Organisation séances de formation	22.500€

No.	ACTIVITES par RESULTAT	MOYENS	COÛTS
-----	------------------------	--------	-------

Selon le Résultat 3
« La filière maraîchère de Samanko est consolidée à travers les services d'appui des organisations partenaires »

3.1	Formation et appui conseil technique pour la production maraîchère	Différentes Conventions-cadre AVRDC, CAA, PCDA	60.000 €
3.2	Formation et appui conseil financier et commercial pour le maraîchage	Conventions-cadre IER, SFD, ANSSA	60.000 €
3.3	Recherche-Développement et capitalisation d'expériences pour l'appui à la production de maraîchage	Conventions-cadre CPS du MA ; PCDA	60.000 €

Assistance technique, fonctionnement :			
Z	Assurer l'assistance technique et la gestion du Projet	<u>Minimum:</u> Personnel UGP : 1 Directeur d'Intervention, 1 AT International, 1 Responsable Administratif et financier, de bureau, 2 véhicules 4X4 double cabine, moyens de fonctionnement.	446.417 €

+ Réserve

8.122 €

Total général

1.682.442 €

Objectif global : Contribuer à la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté de la population de Bamako.

Objectif spécifique	Indicateurs	Moyen de vérification	Hypothèse
Développer les activités maraîchères périurbaines de Bamako dans une approche filière et d'une intégration des acteurs dans un espace viable et durable.	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Résultat 1 :	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Résultat 2 :	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Résultat 3 :	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Résultat 4 : « Le système d'aménagement intensif et moderne du site maraîcher de Samanko est étendu de 40 à 87,2 hectares et est consolidé par des infrastructures et équipements marchants »	Le nombre et la superficie des parcelles aménagées, La qualité des infrastructures complémentaires Les mesures mises en place pour la maintenance des infrastructures	Rapport annuel PV de SMCL Rapport d'évaluation PV de réunion de chantier PV de réception provisoire et définitif .	Le respect des engagements par les partenaires, surtout concernant le foncier.

5.2 Cadre logique mis à jour

Inclure le cadre logique mis à jour s'il a changé au cours des 12 derniers mois ou si le présent rapport des résultats propose un nouveau cadre logique mis à jour.

5.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Le cadre logique n'a pas subi une modification au cours des 12 derniers mois.
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	NON
Planning de l'EMP	NON
Planning de l'évaluation finale	L'évaluation finale du projet est prévue pour Q3-2013
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Le PADAP a reçu une mission de backstopping de Lawrence

5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0602511

Project Title : **Appui au Développement des Activités Maraîchères Périurbaines à Samanko**

Budget Version: **F01**
 Currency: **EUR**
 YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2012

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
A DEVELOPPER DES ACTIVITES MARAICHÈRES PERIURBAINES			1.320.531,27	987.253,79	188.840,23	1.176.094,02	144.437,25	89%
01 Un système d'aménagement intensif moderne du site			1.001.266,28	901.324,64	99.946,90	1.001.271,54	-5,26	100%
01 Investissements en infrastructures et équipements pour		COGES	948.890,35	848.948,71	99.946,90	948.895,61	-5,26	100%
02 Investissement dans l'infrastructure bord-champs		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Etudes techniques aménagement		COGES	52.375,93	52.375,93	0,00	52.375,93	0,00	100%
02 Les producteurs organisés ont acquis les capacités			42.086,45	42.086,45	0,00	42.086,45	0,00	100%
01 Faire la relecture du cahier des charges		COGES	2.012,78	2.012,78	0,00	2.012,78	0,00	100%
02 Mettre en place les structures nécessaires pour la gestion		COGES	5.986,83	5.986,83	0,00	5.986,83	0,00	100%
03 Former et conseiller es producteurs organisés pour la		COGES	16.976,57	16.976,57	0,00	16.976,57	0,00	100%
04 Etudes ponctuelles		COGES	17.110,27	17.110,27	0,00	17.110,27	0,00	100%
03 La filière maraîchère de Samanko est consolidée à			104.009,54	43.842,70	23.515,26	67.357,98	36.651,58	65%
01 Formation et appui conseil technique pour la production du		COGES	30.500,00	3.848,42	0,00	3.848,42	26.651,58	13%
02 Formation et appui conseilcommercial pour le maraîchage		COGES	23.515,26	0,00	23.515,26	23.515,26	0,00	100%
03 Recherche-Développement et capitalisation d'expérience		COGES	3.605,42	3.605,42	0,00	3.605,42	0,00	100%
04 Etat des lieux du maraîchage urbain		COGES	8.388,51	8.388,51	0,00	8.388,51	0,00	100%
05 Formation à la gestion de coopérative		COGES	27.238,10	27.238,10	0,00	27.238,10	0,00	100%
06 Capitalisation d'expériences		COGES	10.762,25	762,25	0,00	762,25	10.000,00	7%
04 L'aménagement intensif et moderne du site maraîcher			173.169,00	0,00	65.378,07	65.378,07	107.790,93	38%
01 Réalisation des aménagements complémentaires au		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Réalisation des actions de consolidation du périmètre		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Réalisation de l'extension du périmètre de 56 ha à 87 ha		COGES	173.169,00	0,00	65.378,07	65.378,07	107.790,93	38%
04 Renforcement des capacités en gestion financière et en		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
		REGIE	434.750,40	326.045,17	42.910,24	368.955,41	65.794,99	85%
		COGEST	1.447.691,65	1.099.511,51	197.408,12	1.296.919,63	150.772,02	90%
		TOTAL	1.882.442,05	1.425.556,68	240.318,36	1.665.875,04	216.567,01	88%



Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0602511

Project Title : **Appui au Développement des Activités Maraîchères Périurbaines à Samanko**

Budget Version: **F01**

Currency: **EUR** Year to month : 31/12/2012

YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
A DÉVELOPPER DES ACTIVITÉS MARAÎCHÈRES PÉRIURBAINES			1.320.531,27	987.253,79	188.840,23	1.176.094,02	144.437,25	89%
01 Un système d'aménagement intensif moderne du site			1.001.266,28	901.324,64	99.946,90	1.001.271,54	-5,26	100%
01 Investissements en infrastructures et équipements pour		COGES	948.890,35	848.948,71	99.946,90	948.895,61	-5,26	100%
02 Investissement dans l'infrastructure bord-champs		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Etudes techniques aménagement		COGES	52.375,93	52.375,93	0,00	52.375,93	0,00	100%
02 Les producteurs organisés ont acquis les capacités			42.086,45	42.086,45	0,00	42.086,45	0,00	100%
01 Faire la relecture du cahier des charges		COGES	2.012,78	2.012,78	0,00	2.012,78	0,00	100%
02 Mettre en place les structures nécessaires pour la gestion		COGES	5.986,83	5.986,83	0,00	5.986,83	0,00	100%
03 Former et conseiller es producteurs organisés pour la		COGES	16.976,57	16.976,57	0,00	16.976,57	0,00	100%
04 Etudes ponctuelles		COGES	17.110,27	17.110,27	0,00	17.110,27	0,00	100%
03 La filière maraîchère de Samanko est consolidée à			104.009,54	43.842,70	23.515,26	67.357,96	36.651,58	65%
01 Formation et appui conseil technique pour la production du		COGES	30.500,00	3.848,42	0,00	3.848,42	26.651,58	13%
02 Formation et appui conseil commercial pour le maraîchage		COGES	23.515,26	0,00	23.515,26	23.515,26	0,00	100%
03 Recherche-Développement et capitalisation d'expérience		COGES	3.605,42	3.605,42	0,00	3.605,42	0,00	100%
04 Etat des lieux du maraîchage urbain		COGES	8.388,51	8.388,51	0,00	8.388,51	0,00	100%
05 Formation à la gestion de coopérative		COGES	27.238,10	27.238,10	0,00	27.238,10	0,00	100%
06 Capitalisation d'expériences		COGES	10.762,25	762,25	0,00	762,25	10.000,00	7%
04 L'aménagement intensif et moderne du site maraîcher			173.169,00	0,00	65.378,07	65.378,07	107.790,93	38%
01 Réalisation des aménagements complémentaires au		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Réalisation des actions de consolidation du périmètre		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Réalisation de l'extension du périmètre de 56 ha à 87 ha		COGES	173.169,00	0,00	65.378,07	65.378,07	107.790,93	38%
04 Renforcement des capacités en gestion financière et en		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
		REGIE	434.750,40	326.045,17	42.910,24	368.955,41	65.794,99	85%
		COGEST	1.447.691,65	1.099.511,51	197.408,12	1.296.919,63	150.772,02	90%
		TOTAL	1.882.442,05	1.425.556,68	240.318,36	1.665.875,04	216.567,01	88%



5.5 Ressources

Dans la présente annexe optionnelle, les interventions doivent mentionner tout matériel disponible sur les effets de l'intervention sur les bénéficiaires. Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »...). Indiquer également si du matériel audiovisuel, des études, des rapports de capitalisation ou des publications (scientifiques) mettant en évidence les effets de l'intervention sur les bénéficiaires, ont été produits et sont disponibles.

5.6 Décisions prises par la CTS (Comité Technique de Suivi) et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par la SMCL et assurer le suivi de ces décisions.

Décision à prendre					Action		Suivi		
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Evaluer le coût du morcellement des 56 hectares Unitaire de 0,25	Q2-2012	07 jours	PV de réunion Du CTS	PADAP	Etablir le				Ok
					Devis	BE	25/06/2012	Réalisé	
					estimatif				
Elaboration du chronogramme du PADAP avec budget De juin à décembre 2012	Q2-2012	10 jours	PV de réunion	PADAP	Planning Et budget	Secrétariat Technique	30/06/2012	Réalisé	OK
Fourniture d'un rapport financier par l'AGETIER sur tous Les paiements effectués dans le cadre de la convention N°234	Q2-2012	1 mois	PV de réunion	AGETIER	Elaboratio n du rapport	AGETIER		Réalisé	OK